

Comment renouveler la fonction présidentielle

Parue dans les Echos du 17 aout 2016

La campagne présidentielle de 2017 qui agite déjà fortement médias et Classe politique, paraît faire peu de cas de deux tendances lourdes, exprimées par l'opinion :

- Une perte de confiance historique envers les élus et les élites, comme les corps intermédiaires et les syndicats.

Cette vague déferlante commençant à toucher les Institutions ; les capacités régaliennes de l'Etat étant elles-mêmes en cause....

- Un appel à renouveler fondamentalement les pratiques du pouvoir :

70 % des Français¹ ne croient plus à la capacité ni de la droite ni de la gauche, donc des partis politiques, d'assurer leur sécurité . 2/3² d'entre eux en déduisent, devant l'inefficacité avérée des politiques depuis trois décennies (chômage, surendettement, comptes publics et dialogue social en berne.....) qu'il faut maintenant aller vers un gouvernement d'union nationale.

Du coup on ne peut que s'étonner que « l'offre politique » qui semble se dessiner à travers les candidatures déclarées ou potentielles, reste tristement « normale », pâle reproduction du passé :

Si les qualités personnelles des éminentes personnalités candidates, dans leur diversité, ne sont pas en cause, si même la parité semble devoir progresser, au total le profil des candidatures ressemble aux précédentes éditions (comme le confirment les velléités des deux anciens Présidents à se représenter....).

Comme hier, ce sont avant tout des « professionnels de la politique » dont ils ont fait « leur métier », « y font carrière ou l'espère.... ».

Ils s'inscrivent dans une logique de « partis » (politiques) auxquels ils doivent d'ailleurs largement leur parcours avec un retour et une obligation d'allégeance : ils en ont parfaitement assimilé les règles et les rites, appris au passage l'art du compromis dans la compromission (à cet égard, l'art de la synthèse glorifiée en son temps en est la parfaite illustration). Comme celui de la falsification du sens des mots et des actes pour échapper à leur responsabilité et leurs échecs ; Rentiers du bipartisme « à la Française », qui sans être absolu, reste dominant (le tripartisme intégrant les extrêmes qu'on nous promet, pourra-t-il réellement changer cette culture ?).

Enfin, ils doivent à l'alternance démocratique leur éternel retour aux affaires sous le regard d'une opinion qui ne croit plus aux miracles comme aux promesses.....

Aussi dans ce contexte de pouvoir « démocratique », l'élection présidentielle porte en elle une double difficulté :

- **Un déficit de légitimité** de l'heureux élu, puisque dès son élection « étriquée » (acquise avec 30 à 35 % des voix des électeurs (51 % de 60 % de votants)), il est rapidement confronté avec sa majorité à une opposition grandissante pour conduire quelques grandes réformes que ce soit, qu'elles aient été promises ou non, les affrontements frontaux se multiplient, les causes de blocage s'additionnent, paralysent l'action ou la transforment (consensus oblige) en réformette sans aucun impact structurel.....

La logique des partis (qui ont bien évidemment toute légitimité dans la vie démocratique et en tant que contre pouvoir) ajoute à la complexité, en rigidifiant les positions, fractionnant l'opinion (appels surréalistes « au peuple » de gauche ou de droite....)

- **Une perte de confiance** dans le locataire de la fonction présidentielle qui croît rapidement, avec le constat de l'inefficacité de son action, et l'incapacité à tenir les engagements pris, suivi d'un double effet pervers :
 - o la tendance à une hyper communication présidentielle, censée pouvoir transformer la réalité douloureuse des faits (mais personne ne peut tromper tout le monde, tout le temps) qui devient mortifère pour l'image du président, transformé en petit commentateur de l'actualité sur les grands médias.

¹ Sondage IFOP pour le JDD – Juillet 2016

² Sondage IFOP pour le JDD – Juillet 2016

- une étrange volonté à changer le jeu : dès le mi-mandat, considérant que cette partie ne peut plus être gagnée, on se prend à se focaliser et à préparer la prochaine élection pour garder une deuxième chance.....

La logique de quinquennat ne faisant qu'accentuer le phénomène (50 % de son temps à constater son incapacité à faire, 50 % à préparer la seconde chance).

Il est donc clair que la France attend un renouveau en profondeur de l'élection présidentielle, de la fonction elle-même, une véritable disruption démocratique qui puisse permettre à l'élu de conduire son action conformément aux engagements pris, de lever freins et blocages.

On est loin d'une attente concernant un simple changement de couleur, encore moins de retrouver un autre « monarque républicain ».

Nos concitoyens attendent que ce nouveau président (homme ou femme) puisse prétendre pouvoir réaliser trois missions centrales :

- « **faire ce qu'on a dit** »³, sans tarder, avec détermination. Les engagements pris doivent être tenus. Lever toutes les entraves et tous les freins pour permettre la concrétisation des engagements pris, devrait être le combat permanent du Président(e).
- **rassembler**, pour ce faire, toutes les forces républicaines dans l'action. Le contexte politique social et sécuritaire favorise largement cette prise de conscience de la société civile sur la nécessité de s'unir pour engager les réformes nécessaires au maintien de l'attractivité et de la compétitivité de la « Maison France », dans la logique des multiples diagnostics sur sa situation objective qui ont été déjà réalisés et compris.
Seul un candidat(e) qui par son parcours personnel, ses expériences et ses mérites, ou par un engagement clair et préalable à son élection, aura pris une totale liberté vis-à-vis des partis politiques, et d'un quelconque camp, pourra prétendre le réaliser durablement.
- **garantir la protection et la sécurité** des français, des plus faibles, des plus vulnérables mais aussi des autres acteurs économiques qui produisent, prennent des risques et créent de la valeur pour l'ensemble de la collectivité : la prospérité économique pour la justice sociale.....

Si nos concitoyens en proie au doute, attendent indéniablement de la prochaine élection de pouvoir trouver un chef libéré de toute allégeance dogmatique, déterminé dans l'action, tenant ses engagements, ils en espèrent aussi beaucoup sur le plan de l'exemplarité :

C'est-à-dire dans sa capacité à suivre un « code chevaleresque » alliant : le courage (la force d'âme de braver le danger), la sincérité (le mensonge et l'ambiguïté instillent la défiance), la bienveillance (l'affection des autres) et la droiture (le sens du devoir)....

C'est cette renaissance de la fonction présidentielle que la France attend où son titulaire pourra véritablement se consacrer à rien d'autre qu'au bien commun, dans une forme de don personnel à la Nation en retour de ce qu'elle lui aura déjà beaucoup donné.

D'aucuns pourront sans doute trouver de l'utopie dans l'espérance de cet homme ou femme providentiel et présidentiel. Ce serait trop facilement oublier d'illustres précédents (Charles de Gaulle et Georges Pompidou entre autres, ont montré la voie).

Il reste que par-delà la typologie classique de la classe politique qui sans doute recèle ou révélera des potentialités ayant cette qualification, on trouvera aussi un précieux réservoir d'éminentes personnalités dans la société civile, dont l'expérience et la réussite, majoritairement dans le secteur privé (où se crée la valeur et se prennent les risques), réunissent toutes les qualités pour prétendre apporter leur pierre personnelle à cette espérance et incarner ce président chevalier que la France attend.

Jean-Louis CHAMBON
Président fondateur du Cercle Turgot

³ Selon Georges Clémenceau : il faut d'abord savoir ce que l'on veut, quand on le sait, il faut le dire, et quand on l'a dit, il faut le faire avec courage.